

La délibération à l'épreuve du pouvoir. Réponse à Fipaddict

Politique

Par Jean-Louis Missika

Publié le 8 octobre 2026

Responsable éditorial de La Grande Conversation

Gérard Grunberg

Politologue, directeur de recherches émérite au CNRS

Dans « Ne désespérons pas de la délibération », Fipaddict, compare les premiers sondages et les résultats de 144 votations suisses organisées entre 2008 et 2024. Les campagnes y modifient souvent les intentions de vote, et le camp parti en tête perd dans 41 % des cas. Il en conclut que la délibération contradictoire garde sa puissance et que notre thèse de son dépérissement est démentie. Nous pensons au contraire que son échantillon mesure la délibération quand l'enjeu est local ou régional, ou que la question posée structure l'agenda, alors que la corruption que nous décrivons se déclenche précisément quand l'enjeu prend une dimension géopolitique et que l'agenda de la campagne fait l'objet d'un rapport de forces.

Fipaddict propose de passer la thèse que nous défendons dans notre article L'autodestruction de la démocratie du public au crible du test statistique, en comparant les intentions de vote au début d'une campagne avec le résultat final. Il mesure ainsi l'impact d'une campagne sur le jugement des électeurs pour cerner l'effet propre de la délibération. Les résultats incitent à penser que la délibération démocratique fonctionne encore très bien, et qu'elle réussit toujours à éclairer, convaincre et retourner une opinion. Nous le reconnaissons volontiers, et nous nous en réjouissons. Mais ces chiffres ne contredisent pas notre thèse car l'échantillon choisit ne correspond pas aux campagnes politiques que nous évoquons dans notre article.

Ce que mesurent les votations suisses

Les votations suisses sont nombreuses, régulières, et bien sondées, leur fréquence montre à quel point on peut parler de « scrutins ordinaires », où l'on tranche une question fiscale, une règle d'aménagement, une réforme sectorielle. Leur enjeu est réel, mais limité. Or c'est dans les scrutins où le pouvoir se joue et où l'enjeu dépasse les frontières du pays que l'on observe les ingérences, les manipulations, la montée aux extrêmes et la corruption de la délibération : le référendum sur le Brexit, les élections présidentielles américaines, la Géorgie, la Roumanie, la Moldavie, la prochaine élection présidentielle française.

Si l'on appliquait la méthode de Fipaddict aux élections municipales françaises, il est très probable qu'elle donnerait le même résultat qu'en Suisse : des campagnes qui comptent, des sortants battus, des retournements tardifs. Ce résultat serait vrai, mais il ne prouverait rien sur la présidentielle. Dans son bilan des municipales de mars 2026, VIGINUM, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques

étrangères observe que « les enjeux locaux peuvent parfois demeurer difficiles à appréhender pour des acteurs étrangers malveillants ». Les ingérences pendant les municipales sont restées limitées en volume et en impact.^①

On ne peut donc pas réfuter une thèse sur les scrutins à haut enjeu par un échantillon de scrutins à enjeu limité. Pour comprendre la crise de la délibération, il faut regarder là où elle se produit. Une approche qualitative et descriptive est alors nécessaire, et non pas une approche statistique. Elle consiste à reconstituer, cas par cas, les mécanismes qui faussent le débat.

2016 : le Brexit et la délibération contournée

Le référendum britannique de 2016 est le premier grand cas. Dans *Le Business de la haine*^②, Jean-Louis Missika et Henri Verdier l'ont résumé ainsi : « Après le vote de 2016 sur le Brexit, le journal *The Independent* révéla qu'une société proche de Cambridge Analytica, AggregatIQ, financée par un parti favorable au Brexit, Pro Leave, avait diffusé massivement plus de 1 400 messages, en contournant les lois électorales britanniques. Pour l'essentiel, leur stratégie consistait à porter dans une quinzaine de communautés des messages anti-européens pertinents : « L'Europe, c'est l'impôt » pour les uns, « L'Europe c'est le chômage », « l'immigration », « les quotas de pêche » pour les autres. Cambridge Analytica s'est vantée d'avoir inversé le cours d'une élection à Trinité-et-Tobago par une campagne qui encourageait l'abstention et dont l'effet différait selon les communautés ethniques. L'année 2016 correspond aux débuts des messages microciblés et privatisés, aujourd'hui l'intelligence artificielle multiplie l'efficacité de cette communication ciblée hors de tout débat contradictoire, et accroît la sophistication de l'art de « faire paraître vrai » : fausses identités, faux médias, fausses statistiques, et désormais deepfakes.

Le 27 mars 2018, devant les députés britanniques, le lanceur d'alerte Christopher Wylie, ancien de Cambridge Analytica, a affirmé que sans la « triche » de Vote Leave, le Royaume-Uni aurait pu voter pour rester dans l'Union³. Il est bien évidemment impossible de prouver que l'affaire Cambridge Analytica a fait basculer le vote du Brexit, et il est probable que le oui l'aurait emporté sans cela, même si l'efficacité du microciblage politique est réelle. La campagne du Brexit mérite cependant l'attention parce que pour la première fois on a vu se déployer ce qui est devenu banal aujourd'hui, l'envoi de messages microciblés qui passe sous le radar du débat public et échappe au contradictoire. Des segments différents de l'électorat ont reçu des versions différentes de la sortie du Royaume Uni de l'Europe sans jamais voir celles des autres.

2016 : Trump, les emails et la délibération capturée

La même année, l'élection présidentielle américaine montre une autre forme de capture. Le sujet de la messagerie privée d'Hillary Clinton avait été traité durant la campagne mais, le 28 octobre 2016, à onze jours du scrutin, le directeur du FBI James Comey adresse au Congrès une lettre annonçant la découverte d'emails « pertinents » pour l'enquête. Or cette affaire des mails privés d'Hillary Clinton est une opération pilotée depuis la Russie. Le rapport du procureur spécial Robert Mueller établit que les mails de John Podesta, directeur de campagne de Clinton, avaient été volés par le GRU, le renseignement militaire russe⁴.

Le calendrier joue ici un rôle essentiel : WikiLeaks a commencé à publier ces mails le 7 octobre 2016, moins d'une heure après la diffusion de la vidéo *Access Hollywood*, qui menaçait alors la candidature de Trump⁵. La stratégie mise en œuvre pour contrer l'effet déflagratoire de cette vidéo a été résumée par Steve Bannon dans une formule à l'emporte-pièce : « inonder la

zone de merde ». ⁶ En 2016, la bataille de l'agenda a changé de règles car celui-ci est devenu volatil, et contrôlable par la saturation : un candidat peut submerger l'espace public de thèmes et de mensonges plus vite que quiconque ne peut les démentir. Et il faut prendre conscience de cet élément essentiel : les médias traditionnels ne luttent pas contre ce phénomène, ils l'amplifient. Le Shorenstein Center de Harvard a montré que la couverture de la campagne a été très pauvre sur les programmes et massivement négative : pendant l'élection générale, elle était négative à 64 % pour Clinton et à 77 % pour Trump, et Clinton y a été critiquée « pour tout, de sa manière de parler à ses emails » ⁷. Duncan Watts et David Rothschild ont compté que le *New York Times* avait consacré dix articles de Une à l'affaire des emails dans les six jours qui ont suivi la lettre de Comey. C'était autant que ce qu'il avait publié sur l'ensemble des questions de fond pendant les soixante-neuf jours précédant l'élection ⁸. Cette affaire de la messagerie privée qui combine ingérence étrangère, piratage, décision administrative intempestive et emballement médiatique illustre ce qu'est une capture de l'agenda politique dans le nouveau système médiatique.

Par ailleurs, le rapport bipartisan de la commission du renseignement du Sénat a documenté de son côté l'opération de l'Internet Research Agency, l'usine à trolls de Saint-Petersbourg. 126 millions d'Américains ont été exposés à ses contenus, et la commission décrit cette campagne comme un soutien clandestin d'un gouvernement étranger au candidat soutenu par la Russie ⁹.

Nate Silver a analysé l'effet de cette lettre dans un article au titre explicite, « The Comey Letter probably Cost Clinton the Election » ¹⁰. Cette lettre a bouleversé l'agenda de la campagne et a effacé la polémique sur la vidéo *Access Hollywood*. L'avance de Clinton dans les sondages s'est réduite rapidement. Son effet est estimé à trois ou quatre points au maximum et à un point environ au minimum. Or Clinton a perdu le Michigan, la

Pennsylvanie et le Wisconsin de moins d'un point : même l'effet minimal a probablement suffi à changer le résultat de l'élection.

Géorgie, Roumanie, Moldavie : la banalisation de l'ingérence

Depuis 2024, la multiplication des ingérences russes en Europe montre que le phénomène n'est ni américain, ni exceptionnel. En Roumanie, Călin Georgescu, candidat prorusse presque inconnu, arrive en tête du premier tour de la présidentielle le 24 novembre 2024 avec 22,94 % des voix. Le 4 décembre, les autorités déclassifient des notes du Conseil suprême de défense et des services de renseignement. Elles décrivent une opération coordonnée sur TikTok, des influenceurs rémunérés et une « exposition massive » dont le candidat aurait bénéficié par un traitement préférentiel de la plateforme. Le 6 décembre, la Cour constitutionnelle annule à l'unanimité l'ensemble du processus électoral. C'est la première fois qu'une présidentielle est annulée dans l'Union européenne pour cause de manipulation de l'information et d'ingérence. VIGINUM a consacré à ce cas un rapport qui décrit la manipulation des algorithmes de recommandation et l'instrumentalisation d'influenceurs, et qui évalue le risque de voir ces méthodes transposées en France¹¹.

En Moldavie, le 20 octobre 2024, l'inscription de l'objectif européen dans la Constitution a été approuvée par référendum avec 50,35 % des voix. La police moldave a accusé l'oligarque Ilan Shor, condamné et réfugié en Russie, d'avoir versé 39 millions de dollars à plus de 130 000 personnes par l'intermédiaire d'une banque russe sous sanctions, afin d'acheter des votes. Les forces pro-européennes ont gagné la présidentielle et les législatives du 28 septembre 2025, en conservant la majorité absolue, mais la mission d'observation de l'OSCE a jugé que ces processus ont été « entaché de graves

cas d'ingérence étrangère, de financements illicites, de cyberattaques et d'une désinformation massive ». Elle a identifié un réseau organisé, provenant de la Fédération de Russie¹².

La Géorgie n'a pas eu la chance de la Roumanie et de la Moldavie, et le Rêve Georgien, soutenu par la Russie a obtenu 89 sièges sur 150 au Parlement. Dans son rapport final, le BIDDH de l'OSCE relève des pressions sur les électeurs, une atteinte à l'indépendance des institutions électorales et des pratiques qui ont empêché certains électeurs de voter « sans crainte de représailles ». Il fait aussi état d'une répression des manifestations postélectorales qui suscite de « graves préoccupations »¹³. Dans ces trois pays, l'enjeu était le même : l'orientation pro-européenne ou pro-russe de la nation. C'est précisément là que la délibération a été attaquée et faussée.

Mais la Russie n'est pas le seul pays à pratiquer l'ingérence politique, les Etats-Unis de Donald Trump la pratiquent également. Le financement des partis d'extrême droite en Europe par l'écosystème MAGA (Make America Great Again) et le gouvernement américain a franchi un cap institutionnel majeur au cours de l'année 2026. Alors que cette influence transitait historiquement par des réseaux privés, des fondations chrétiennes et des think tanks conservateurs, elle prend désormais la forme de subventions d'État directes. Le Département d'État des États-Unis, via son Bureau pour la Démocratie, les Droits de l'Homme et le Travail (DRL), a lancé le 13 juillet 2026 un programme officiel de subventions d'environ 25 millions de dollars avec des dons de 1 à 3 millions de dollars par organisation¹⁴. L'objectif est d'aider les partis d'extrême-droite à conquérir le pouvoir lors des élections.

Un incident récent a jeté une lumière crue sur l'ingérence américaine en Europe : en mars 2026, Kimberly Guilfoyle, ambassadrice des États-Unis en Grèce nommée par Donald Trump, a dit à un ministre grec lors d'un diner officiel à l'ambassade, alors que la conversation portait sur la crise

politique en Roumanie — où le gouvernement pro-européen d'Ilie Bolojan allait s'effondrer peu après — : « Nous pouvons faire cela à n'importe quel pays que nous voulons. Nous pouvons faire cela ici aussi. »¹⁴ Elle faisait allusion à la censure du gouvernement roumain, orchestrée par l'ambassadrice des Etats-Unis en Roumanie qui a rencontré les dirigeants de l'opposition social-démocrate juste avant le vote. Bolojan avait eu le tort de s'opposer à l'achat de gaz liquéfié américain.

2024 : la corruption à visage découvert

La présidentielle américaine de 2024 a marqué une nouvelle étape. Le poids et le rôle des influenceurs et des réseaux sociaux s'est accru par rapport à celui des médias centraux. La campagne a été encore plus chaotique que celle de 2016, et le mensonge a été revendiqué publiquement par J D Vance comme un moyen politique légitime dans une campagne électorale. Interviewé par Dana Bash sur CNN à propos du mensonge de Donald Trump sur les Haïtiens qui mangent des chats et des chiens à Springfield, il a déclaré : « Si je dois créer des histoires pour que les médias américains prêtent attention à la souffrance du peuple américain, c'est ce que je ferai. »¹⁶ De son côté, Elon Musk a cumulé tous les rôles possibles dans cette campagne. Il a transformé l'algorithme de la plateforme qu'il possède en arme politique. Après avoir racheté Twitter, rétabli le compte de Donald Trump et modifié les règles de modération, il annonce son soutien à Trump le 13 juillet 2024. Timothy Graham et Mark Andrejevic ont relevé à cette date une rupture statistique dans l'audience de ses messages : + 138 % de vues et + 238 % de partages. Ils observent aussi une hausse de la visibilité des comptes républicains, supérieure à celle des comptes démocrates. L'opacité sur les algorithmes de X, imposée par Musk, interdit toute certitude sur le mécanisme en cause¹⁷. D'après les déclarations à la Commission électorale fédérale, Musk a par ailleurs consacré plus de 290 millions de

dollars à l'élection. Il a aussi organisé des loteries quotidiennes d'un million de dollars réservées aux électeurs des États pivots qui signaient sa pétition ; selon CNN, ces loteries lui ont coûté plus de 50 millions de dollars¹⁸. Il est ensuite entré au gouvernement pour diriger le DOGE, le département de l'efficacité gouvernementale. On aurait tort de considérer tout cela comme des événements ordinaires et habituels de la politique américaine. La campagne présidentielle de 2024 a représenté un basculement vers une appropriation de l'agenda politique par une coalition d'oligarques, d'influenceurs et d'algorithmes de plateformes pour soutenir un candidat et le porter au pouvoir. Dans la théorie démocratique, l'agenda d'une campagne se construit dans une négociation permanente entre candidats, forces politiques et médias, cette négociation n'existe plus. C'est la captation de l'agenda qui entrave la délibération, et c'est pourquoi il faut analyser en détail les événements clés d'une campagne pour comprendre si la captation s'est produite ou si le système démocratique a pu résister.

Les chiffres calculés par Fipaddict peuvent paraître rassurants. Ils mesurent la délibération quand la captation n'a pas eu lieu. Nous décrivons ce qui arrive quand elle a lieu, c'est-à-dire quand l'enjeu est très élevé. La Suisse vote sur ses impôts dans une relative sérénité. La France choisira son président en 2027 sous le feu. Nous ne doutons pas que les citoyens savent encore délibérer et qu'ils ont très envie de le faire. Nous soulignons simplement que le nouveau dispositif médiatique peut les empêcher de le faire au moment où cela sera essentiel pour l'avenir du pays.

Notes

① VIGINUM (SGDSN), « Protection du débat public contre les ingérences numériques étrangères durant les

élections municipales des 15 et 22 mars 2026 », rapport public, 11 juin 2026.

- ② Jean-Louis Missika et Henri Verdier, *Le Business de la haine. Internet, la démocratie et les réseaux sociaux*, Paris, Calmann-Lévy, 2022.
- ③ Rob Merrick, « UK could have voted to stay in EU without Vote Leave "cheating", Cambridge Analytica whistleblower tells MPs », *The Independent*, 27 mars 2018.
- ④ Robert S. Mueller III, *Report on the Investigation into Russian Interference in the 2016 Presidential Election*, U.S. Department of Justice, mars 2019, vol. I; voir aussi « It's True: WikiLeaks dumped Podesta emails hour after Trump video surfaced », *PolitiFact*, 18 décembre 2016.
- ⑤ Il s'agit de la vidéo dans laquelle Trump se vantait « d'attraper les femmes par la chatte ».
- ⑥ Michael Lewis, « Has Anyone Seen the President? », *Bloomberg Opinion*, 9 février 2018.
- ⑦ Thomas E. Patterson, « News Coverage of the 2016 General Election: How the Press Failed the Voters », Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy, Harvard Kennedy School, décembre 2016.
- ⑧ Duncan J. Watts et David M. Rothschild, « Don't blame the election on fake news. Blame it on the media », *Columbia Journalism Review*, 5 décembre 2017.
- ⑨ U.S. Senate Select Committee on Intelligence, *Russian Active Measures Campaigns and Interference in the 2016 U.S. Election, Volume 2: Russia's Use of Social Media*, 8 octobre 2019.
- ⑩ Nate Silver, « The Comey Letter Probably Cost Clinton the Election », *FiveThirtyEight*, 3 mai 2017.

- ⑪ VIGINUM (SGDSN), « Manipulation d'algorithmes et instrumentalisation d'influenceurs : enseignements de l'élection présidentielle en Roumanie et risques pour la France », rapport, février 2025.
- ⑫ OSCE/BIDDH, OSCE PA, APCE et Parlement européen, « Statement of Preliminary Findings and Conclusions », Moldavie, élections législatives, 29 septembre 2025.
- ⑬ OSCE/BIDDH, « Following Georgia's elections, ODIHR reiterates concerns over pressure on voters and independence of state institutions and calls for concrete action », 20 December 2024.
- ⑭ Offensive MAGA contre l'Europe : les Etats-Unis lancent un programme de financement d'organisations alignées, *Le Grand Continent*, 17 juillet 2026
- ⑮ «Nous pouvons le faire dans n'importe quel pays» : les propos de l'ambassadrice américaine en Grèce font réagir jusqu'en Roumanie, *Le Figaro*, 29 septembre 2026
- ⑯ JD Vance admits he is willing to create stories to get media attention, *The Guardian*, 15 September 2024
- ⑰ Timothy Graham et Mark Andrejevic, « A computational analysis of potential algorithmic bias on platform X during the 2024 US election », document de travail, Queensland University of Technology, novembre 2024.
- ⑱ « Elon Musk spent more than \$290 million on the 2024 election, year-end FEC filings show », *CNN*, 1er février 2025